

## **Cour internationale de Justice Climatique**

**Jugement :** Actions contre les responsables des bombes climatiques

**Auteur :** avocat défendant l'Australie pour le compte de la partie des Accusés

Chère présidente, chers juges, l'Australie ici présente est accusée de ne pas travailler vers la réalisation des conditions et termes citées dans l'accord de Paris. Néanmoins je tiens à rappeler que l'Australie souffre aussi largement du réchauffement climatique et qu'elle entreprend déjà de nombreuses actions pour tenter de réduire son empreinte carbone. Sanctionner et obliger la suspension toutes les opérations d'exploitation des énergies fossiles entraînerait un ralentissement dans l'économie australienne et mettraient en danger les plans de l'Australie d'arriver à une neutralité climatique en 2050. Depuis l'accord de Paris de 2015, l'Australie s'est engagée, comme tous les pays présents, de réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre afin d'effectuer une transition radicale vers les énergies renouvelables.

Nous sommes aujourd'hui un pays très avancé dans le domaine des énergies renouvelables, arrivant à 60% d'énergies renouvelables. Ces avancées comprennent notamment d'importantes avancées dans le domaine de la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, qui permet d'avoir des véhicules qui sont CO2-neutre fonctionnant à l'hydrogène qui n'a pour émission que de la vapeur d'eau et un minimum d'oxydes d'azote, ce qui en fait une alternative beaucoup plus propre aux véhicules à essence. Aussi l'Australie a réalisé depuis 2015 huit ODD (Objectifs de développement durable) concernant notamment l'eau, l'agriculture et la pêche, qui produisent environ 30% de l'émission mondiale de CO2, la faisant un des pays les plus avancés dans ce domaine.

L'Australie souffre aussi beaucoup économiquement du réchauffement climatique. Cela menace par exemple son exploitation agricole à cause de l'accélération de la fréquence des catastrophes naturelles comme les sécheresses et les feux dévastateurs, en 2028 une surface d'environ 120 million d'hectares a brûlé, ce qui représente environ 15% de la surface de l'Australie ou 4 fois la surface de la Belgique. Un autre domaine économique menacé est le tourisme, avec le danger des feux et le blanchissement de la Grande Barrière de Corail où l'on peut constater une baisse des revenus touristiques de au moins 17%.

Nous pouvons observer aussi une importante baisse des revenus, suivant l'interdiction de l'exploitation d'énergies fossiles, qui comprennent environ 7% des revenus annuels, entraînerait un ralentissement des recherches scientifiques et de la transition totale vers les énergies renouvelables.

L'Australie demande donc de repenser les sanctions qu'elle pourrait recevoir en réfléchissant aux points cités plus haut, car ils pourraient mettre en danger la réalisation l'objectif commun qui est d'enrayer et de ultimement arrêter le réchauffement climatique, qui nous permettra de sauvegarder notre terre pour les générations futures et garantissant un avenir aux humains.

Je vous remercie.